

Va avec les forces que tu as !

Introduction :

Va avec les forces que tu as ! C'est le slogan que la Cevaa a choisi pour célébrer son 40^e anniversaire. Puisque la création du Défap en 1971 est une conséquence de celle de la Cevaa, vous ne verrez pas d'inconvénient à ce que j'utilise ce même verset du livre des Juges, comme fil rouge de mon rapport cette année.

La scène se passe au temps des Juges, à une époque où les Madianites, des nomades du désert, font de fréquentes incursions dans le territoire où vivent les Israélites, semant la terreur, pillant toutes les ressources et laissant derrière eux la désolation et le deuil. *L'ange du Seigneur apparut à Gédéon et lui dit : « Le Seigneur est avec toi, valeureux combattant ! » Gédéon répondit : « Pardon, mon seigneur ! Si le Seigneur est avec nous, pourquoi tous ces malheurs nous sont-ils arrivés ? Où sont donc tous ces prodiges dont nous parlaient nos pères quand ils nous racontaient que le Seigneur les avait fait sortir d'Égypte ? En réalité, le Seigneur nous a abandonnés, il nous a livrés à nos ennemis. » Le Seigneur se tourna vers lui et lui dit : « Avec la force que tu as, va délivrer Israël ! C'est moi qui t'envoie. » (Juges 6.12-15)*

La question posée par Gédéon reste pertinente lorsque nous nous remémorons la vision qui avait conduit à la création de la Cevaa : « Où sont donc tous ces prodiges dont nous parlaient nos pères quand ils nous racontaient tout ce que le Seigneur avait fait pour eux ? - Va avec la force que tu as ! » nous lance le Seigneur aujourd'hui encore, comme il le disait hier à Gédéon. La force que nous avons, c'est notre expérience, notre réseau partenarial, nos ressources humaines et financières, notre foi, notre vision. Mais c'est aussi la force que Dieu nous donne et qu'il renouvelle en nous au fur et à mesure de notre marche, pour peu que nous nous attendions à lui. Nous n'avons pas le droit de vivre dans la nostalgie des héros de la Mission de Paris ou dans le souvenir des pionniers de la Cevaa. Il nous faut aller de l'avant, dans un projet missionnaire adapté à notre époque et à notre contexte.

Sur la base de ce mot d'ordre lancée par la Cevaa, je vous propose de structurer mon rapport autour de 4 questions : - où allons-nous ? – quelles sont nos forces ? – quelles sont nos faiblesses ? -Comment surmonter ces faiblesses ?

1- Où allons-nous ?

1.1 Le texte d'orientation adopté en 2011

Vous vous souvenez, pour ceux d'entre vous qui participiez à l'AG de 2011, que nous avons examiné et discuté un texte d'orientation programmatique pour les années 2012-2014. Ce texte a été soumis aux cinq Eglises membres du Défap pour qu'elles puissent le discuter dans leurs assemblées synodales et l'adopter. C'est ce qui a été fait au cours de l'année 2011. Les Eglises ont fait sur ce texte quelques remarques plus de forme que de fond, qui ont été intégrées dans la version définitive. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui nous savons où nous allons, au moins pour les trois années à venir, sinon plus. Vous vous souvenez que ce texte commençait par un certain nombre de convictions au premier rang desquelles, **le rôle de la communauté locale dans la mission de Dieu**. Nous travaillons donc en lien avec les conseils régionaux et les inspections

pour que les paroisses intègrent la dimension missionnaire dans leur projet de vie d'Eglise et qu'elles soient fécondées par la prise en compte de cette dimension essentielle de leur vocation chrétienne.

Le texte d'orientation a défini **quatre axes de travail** qui constituent aujourd'hui la grille d'analyse de nos engagements et nos critères prioritaires dans les choix stratégiques que nous avons à faire. :

- **Formation** des membres de nos Eglises au témoignage et à l'évangélisation, notamment au travers d'une lecture interculturelle de la Bible
- Réflexion autour d'une **théologie citoyenne** : que signifie d'être chrétiens dans nos engagements citoyens ?
- Travail pour l'**unité des chrétiens** en France et dans les pays où nous sommes sollicités
- Renforcement du **dialogue inter-religieux** dans l'optique d'une mission respectueuse de l'autre.

1.2 Les choix budgétaires liés à ce nouveau programme

Nous avons essayé de mettre en application ces axes de travail dès 2012 et bien entendu ces choix se retrouvent déjà dans le budget qui vous est présenté aujourd'hui.

- Sur la formation au témoignage et à l'évangélisation, cela se traduit surtout par l'ampleur sans précédent que nous avons donnée au **Forum 2012**. Là où nous avons 220 participants au forum de 2008 à Hyères, nous en attendons le double à Rouen, dont au moins 100 à 150 jeunes. Nous avons également intégré dans le budget du Forum l'invitation de plusieurs représentants des Eglises du Sud avec lesquelles nous sommes en partenariat : un représentant de l'Eglise Unie de Zambie et un représentant de chacune des 12 Eglises protestantes qui composent le CEPCA, l'équivalent de la Fédération protestante au Cameroun. De plus, pour se donner les moyens d'attirer une large représentation de nos Eglises locales, nous avons fait le choix d'offrir aux participants l'hébergement et la nourriture à Rouen, en ne laissant à leur charge que les frais de voyage. D'où un budget tout à fait inhabituel qui avoisine les 100 000 €. Nous concevons vraiment ce forum non pas comme une fin en soi, mais comme le lancement d'une politique d'animation et de formation en direction des Eglises locales qui, nous l'espérons, portera ses fruits sur la durée. Des **outils d'animation** sont en préparation pour accompagner cette dynamique. De même, nous maintenons dans le budget du Défap une enveloppe de 5000 € pour soutenir des **projets de jumelage** et de visite de paroisse à paroisse, ceci afin de rendre la mission plus concrète pour les membres de nos communautés.
- Sur la théologie citoyenne, nous sommes engagés sur trois fronts principaux en ce moment. Le premier est **Madagascar** où dès 2009 nous avons interpellé la Fédération protestante et les instances œcuméniques sur la situation catastrophique engendrée par la crise politique. Le Conseil Œcuménique des Eglises et la Conférence des Eglises de toute l'Afrique ont demandé à Jean-Arnold de Clermont de faire partie d'une équipe de médiation et de dialogue qui a rencontré plusieurs fois les responsables des Eglises chrétiennes à Madagascar pour tenter de les faire évoluer des positions partisans qui contribuaient à bloquer la situation. Nous venons de négocier avec l'Eglise presbytérienne et l'Eglise luthérienne des Etats-Unis un accord pour faire pression sur nos gouvernements respectifs pour qu'ils mettent fin à leur querelle diplomatique et facilitent une sortie de crise à Madagascar.
L'autre front sur lequel nous sommes engagés est celui de la **pauvreté en Afrique subsaharienne** et de son corollaire : l'exode rural. Notre engagement au sein du Secaar, le service chrétien d'appui et d'animation rurale, se maintient avec une subvention de fonctionnement de

10 000 € par an que vous retrouvez dans la rubrique 'Engagements divers' parmi la liste des projets soutenus par le Défap.

Enfin le troisième front, n'apparaît pas encore dans le budget 2012 car il est trop récent, mais je vous informe que dans sa séance d'hier, le Conseil du Défap a accepté de prendre en charge pour la France le **programme EAPPI** initié par le Conseil Œcuménique des Eglises qui consiste à envoyer des observateurs sur la frontière israélo-palestinienne. Vous connaissez les tensions persistantes dans cette région du monde, vous savez combien le fanatisme religieux vient polluer ce conflit. Il est important que nous chrétiens, soyons présents dans cette partie du monde pour montrer qu'une autre approche de la question territoriale est possible et surtout rappeler que le droit international et les droits de l'homme doivent être respectés. Ce programme représente un budget de 30 000 € pour l'envoi de trois personnes par an pour des missions de trois mois chacune. La participation du Défap devrait se limiter à 1500 €, le reste du budget étant assuré par plusieurs partenaires : l'ACO, la Cimade, La Mission Populaire, le Secours catholique.

- Sur l'unité des chrétiens, nous sommes également engagés sur trois fronts.

J'ai déjà évoqué cette invitation des 12 pasteurs camerounais, chacun d'une Eglise différente. Le CEPCA a du mal à vivre son projet fédératif au **Cameroun**, les Eglises ne jouent pas le jeu et chacune continue à tirer la couverture à elle et à ne pas donner à cette structure commune les moyens de fonctionner. C'est donc sur les mentalités des responsables et des fidèles qu'il faut agir en profondeur. L'organisation d'un stage CPLR au Cameroun en 2011 et l'invitation de ces pasteurs en 2012 constitue un pas dans ce sens. Nous venons ici en appui d'une démarche de la Fédération protestante de France qui souhaite aider le CEPCA à organiser des services d'aumônerie communs à toutes les Eglises. Le coût de cette action pour le Défap en 2012 sera d'un peu plus de 10 000 €.

L'autre pays que nous accompagnons de façon très attentive dans le domaine de l'unité des chrétiens est bien entendu **Haïti** où le protestantisme souffre de son éclatement en de multiples confessions et missions. Depuis l'été 2010, nous avons envoyé Philippe Verseils en appui de la FPH. Depuis janvier nous avons envoyé en plus Hélène, une jeune volontaire du service civique, placée auprès du département projets. La Fédération protestante de France a aidé la FPH à se réorganiser en se dotant de nouveaux statuts et en organisant des élections pour le renouvellement de son Conseil d'administration. Nous sommes en train de travailler avec la FPH pour l'aider à bâtir un budget réaliste et à faire entrer les contributions des Eglises haïtiennes prévues dans ce budget. Mais nous savons que dans le meilleur des cas, il manquera encore environ 80 000 € par an pour permettre à cette Fédération de fonctionner normalement. Or une somme aussi importante n'est pas très mobilisatrice pour des donateurs privés. Le Défap a donc décidé de s'engager pour un soutien institutionnel à hauteur de 15 000 € et la Fédération protestante se charge de trouver d'autres soutiens auprès des Eglises d'Europe du Nord.

Enfin, le troisième projet est également trop récent pour apparaître dans le budget qui va vous être présenté aujourd'hui, mais il s'agit d'un projet tout à fait passionnant. L'Eglise évangélique au Maroc et l'Eglise catholique du Maroc se sont associées pour créer à Rabat dès l'été de cette année un **institut œcuménique de théologie du Maghreb**. Il s'agit pour elles de donner aux leaders des différentes communautés chrétiennes au Maroc une formation théologie solide, œcuménique, contextuelle, c'est à dire en phase avec la théologie africaine et en dialogue avec

l'islam. Le Défap a décidé de participer à hauteur de 15 000 € aux frais de lancement de cet Institut.

- Sur le dialogue inter-religieux, notre engagement se limite pour l'instant au soutien au ministère de Karen Smith qui est **aumônier dans l'Université royale d'Ifrane** qui forme les futurs cadres de l'administration marocaine. Le roi du Maroc a souhaité que ces hauts fonctionnaires soient ouverts au pluralisme religieux et nous bénéficions là d'un laboratoire exceptionnel en matière de dialogue inter-religieux, sans parler des compétences remarquables de Karen Smith. Le Conseil du Défap a décidé de renouveler notre soutien à ce ministère pour une période de quatre ans à hauteur de 5 000 € par an.

Jean-Luc Blanc a développé depuis son arrivée au Défap des relations avec l'Eglise protestante de **Tunisie**, qui ont des chances d'aboutir à un renforcement de notre présence dans ce pays par l'envoi d'un pasteur-animateur culturel. Nous disposerons ainsi d'un nouveau terrain d'expérimentation du dialogue inter-religieux.

Si nous récapitulons cette liste de projets ou d'engagements du Défap en 2012, nous constatons que le total représente environ 182 000 €, soit pour l'instant encore moins de 10 % du total du budget du Défap consacré aux projets (dans la mesure où plusieurs de ces projets n'apparaissent pas encore dans le projet de budget 2012).

Le Défap a un certain nombre de projets en cours pour lesquels il se doit d'honorer ses engagements avec ses partenaires. Les orientations stratégiques définies en 2011 s'appliquent donc plutôt aux nouveaux projets pour lesquels des financements extérieurs peuvent être trouvés en complément de la contribution des Eglises.

Formation	
Forum du Défap	90 000
Liens directs et jumelages	5 000
Théologie citoyenne	
Madagascar	2 000
Secaar	10 000
EAPPI	30 000
Unité des Chrétiens	
CEPCA au Cameroun	10 000
Fédération protestante d'Haïti	15 000
Institut œcuménique au Maroc	15 000
Dialogue inter-religieux	
Aumônier à Ifrane au Maroc	5 000
Total engagement prioritaires	182 000 €

2 Quelles sont nos forces ?

Quelles sont les forces que nous avons pour mettre en œuvre ce programme missionnaire ambitieux ? J'en vois au moins quatre.

2.1 Une bonne réception de ce programme missionnaire dans les paroisses

Depuis que nous avons commencé à assurer des animations en paroisse sur la base de ce nouveau programme missionnaire, nous mesurons à quel point il répond aux attentes des communautés. Il les rejoint dans leurs préoccupations, il les amène à réfléchir à leur témoignage dans leur environnement proche, il les questionne sur la manière dont ces communautés accueillent les personnes d'origines étrangère, il les fait réfléchir sur le sens de la mission, sur les relations avec les adeptes d'autres

religion. Personnellement, j'ai eu à faire trois animations sur ce thème et les trois fois je me suis retrouvé dans la situation de l'apôtre Pierre le jour de la Pentecôte avec des gens en face de moi qui me disaient : « Et maintenant, que devons-nous faire ? ». C'est dire à quel point, les communautés locales adhèrent à ce programme. Certaines nous demandent de les conseiller dans la réorientation de leur projet de vie d'Eglise. L'enjeu pour nous maintenant est de ne pas les décevoir et accompagner cette prise de conscience pour permettre à ces communautés d'avancer avec la force qu'elles ont et avec les moyens humains dont elles disposent. Il nous faut travailler de façon encore plus intense avec les pôles de formation des différentes Eglise et avec les Conseils régionaux et inspections pour donner corps à ce programme missionnaire commun.

2.2 Une bonne mobilisation des équipes régionales pour faire vivre ce projet missionnaire

Il est bien évident que l'équipe des permanents du Défap (dont aucun n'est à plein temps sur l'animation), ne suffit pas à visiter toutes les paroisses et à engager ce travail de suivi jusqu'au fin fond de toutes les provinces. Notre force aujourd'hui est de pouvoir travailler avec des équipes régionales mission ou des commissions missionnaires qui ont été mises en place par les Eglises et qui constituent des relais très efficaces. Par exemple, nous avons délégué aux équipes régionales le suivi et l'accompagnement des correspondants locaux. Nous commençons à faire intervenir des membres de ces équipes pour des animations ou des formations dans les paroisses. Nous avons ainsi un réseau de vingt ou trente personnes au plan national sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour démultiplier notre action. Les Conseils de région ou d'inspection pensent de plus en plus spontanément à informer le Défap des programmes de formation ou des rassemblements qu'ils mettent en place et à prévoir dans le cadre de leurs activités régulières la dimension de la mission et des relations internationales. Je crois pouvoir dire que nous rencontrons aujourd'hui une bonne compréhension auprès des Eglises et un vrai climat de confiance et que ceci rend notre travail beaucoup plus efficace.

2.3 Une bonne collaboration au sein de la Fédération protestante de France et avec les services de la FPF

Il en va de même avec les Eglises ou organismes membre de la Fédération protestantes de France. Je vous rappelle que le Défap est associé à trois plate-formes qui travaillent sous la responsabilité de la Fédération protestante : Congo Brazzaville, Haïti et Moyen-Orient. Le Défap est coordonnateur des deux premières et l'Action chrétienne en Orient coordonne celle concernant le Moyen Orient. Cette proximité est très appréciable en termes de circulation de l'information, de complémentarité de nos réseaux de financement, de représentativité de nos actions.

De même, la collaboration avec les différents services de la FPF est excellente et nous permet de bénéficier de tout leur savoir-faire dans les différents domaines qui recoupent notre activité : services d'aumôneries, communication radiophonique, communication télévisuelle, relations presse, relations internationales, relations avec les pouvoirs publics et même conseil financier et immobilier grâce à la Fondation du protestantisme. J'ai pu observer lors de plusieurs missions récentes que le fait d'être le secrétaire de la Fédération protestante de France me donnait une légitimité plus grande encore que d'être secrétaire général du Défap. Nous tirons en tant que Défap un grand avantage de notre insertion dans la Fédération protestante de France. Je dis cela par rapport à quelques remarques qui nous parviennent de temps en temps, selon lesquelles le Défap serait un peu trop 'au service' de la Fédération protestante ou tout au moins que les relations entre les deux organismes auraient besoin d'être clarifiés.

2.4 L'intégration de la Coluréom

Comme quatrième force, je voudrais évoquer le processus d'intégration de la Coluréom dans le Défap qui est devenu effectif depuis le 1^{er} janvier de cette année. Cette intégration dénote de la part des Eglises luthériennes ainsi que de la part de la Société Luthérienne qui jusque-là était le principal financeur de la Coluréom, une confiance qui nous touche beaucoup et dont nous voulons nous montrer dignes. L'intégration de la Coluréom dans le Défap se situe dans la droite ligne du rapprochement qui s'est opéré entre les Eglises luthériennes et réformées, en Alsace-Moselle comme en France de l'intérieur. Elle renforce l'idée d'une mission une, de partout vers partout et non partisane. Elle mutualise un peu plus les moyens administratifs et logistiques dont dispose le Défap. Elle est une démonstration vis à vis de nos partenaires outre-mer de cette recherche d'unité dont nous voulons nous faire les promoteurs. Elle donne donc de la cohérence et de la crédibilité à notre discours. De façon non accessoire, cela veut dire que le budget du Défap se voit augmenter de 138 000 € affectés à des projets et que le champ de nos relations partenariales se voit élargi à trois nouvelles Eglises en Afrique et à Madagascar. Je suis convaincu que l'intégration de la Coluréom est non seulement un service que le Défap rend aux Eglises luthériennes, mais aussi une étape importante dans la recherche d'un pluralisme respectueux de toutes les sensibilités. Il vaut la peine de donner ce signal au moment du rapprochement avec la CEAF, qui va nous ouvrir aussi à une sensibilité plus évangélique.

3 **Quelles sont nos faiblesses ?**

3.1 Un manque de communication entre les Eglises de la Communauté

La Cevaa peine à organiser l'échange d'information entre ses Eglises membres. Une tentative ambitieuse avait été lancée il y a dix ans, avec la volonté de constituer un réseau d'informateurs de chaque Eglise et de mettre en place un site Internet participatif. Pour différentes raisons, ce projet s'est soldé par un échec total. Le réseau n'a pas fonctionné et le site n'a pas été créé. Nous avons proposé ensuite une formule beaucoup plus souple visant à ce que chaque Eglise puisse partager avec les autres des sujets de prières en lien avec son projet missionnaire ou avec les défis qu'elle rencontre dans son propre pays. Cette seconde initiative n'a pas fonctionné non plus. Le secrétariat de la Cevaa se borne à mentionner une liste d'Eglise pour lesquelles nous sommes invités à prier chaque mois, mais sans que les Eglises fassent l'effort de communiquer quoi que ce soit sur leur vie.

Le Conseil de la Cevaa a tenté en vain de relancer la lettre de nouvelles intitulée 'Témoignage'. Les articles promis ne sont jamais arrivés au secrétariat et cette lettre n'a jamais vu le jour. Seuls les deux départements en Suisse et en France alimentent le réseau par des informations publiées dans leurs organes respectifs. En France, nous nous efforçons de recueillir des témoignages d'envoyés, des interviews réalisés à l'occasion du passage de tel ou tel responsable et, de temps en temps, à l'occasion d'un de nos déplacements, nous réalisons des reportages. Mais ceci montre bien que nous ne pouvons pas être très réactifs à l'actualité. Cette difficulté des Eglises de communiquer les unes avec les autres au sein de la Communauté pose question. Pourquoi si peu d'envie de partager, pourquoi la vie communautaire est-elle si pauvre ? Il faut souvent des crises graves comme celle de Madagascar en 2009 ou des catastrophes comme l'explosion du dépôt de munition à Brazzaville pour que les Eglises se mettent à communiquer. Ou bien encore à l'occasion d'initiatives de la Cevaa comme la Caravane des femmes pour la paix en 2010 ou le 40^e anniversaire en 2012. Mais pourquoi ne le font-elles pas en temps normal ? Dans leur mission ordinaire et régulière ?

3.2 Une certaine frilosité de nos Eglises sur les questions de plaidoyer

Une autre de nos faiblesses est la grande prudence des Eglises à s'engager dans le débat public sur des questions de société. Or sur la question des droits de l'homme, de la pauvreté, des politiques

publiques, de la lutte contre la corruption, des crises internationales, les Eglises sont attendues et leur silence est souvent compris comme une forme de complaisance par rapport à l'ordre établi et aux pouvoirs en place. Pas peur de risquer une parole publique, nos Eglises se discréditent en donnant l'impression de se désintéresser des questions quotidiennes que les gens doivent affronter.

On a vu à l'occasion de la **crise ivoirienne**, combien l'Eglise méthodiste unie, dont la direction soutenait le président Gbagbo a compromis durablement son image aux yeux d'une partie de la population.

Mais plus près de nous, nous avons aussi l'exemple en demi-teinte de la **flottille pour Gaza** qui a été organisée en juin 2011. Plusieurs organisations protestantes françaises s'étaient jointes à ce projet visant à forcer le blocus imposé par l'armée israélienne sur ce territoire pour apporter de l'aide humanitaire à la population. Mais le Conseil de la Fédération n'a pas cru bon de soutenir cette démarche. Seuls quelques pasteurs à titre individuel, dont Jean-Arnold de Clermont, ont appelé les Eglises à une mobilisation dans la prière pour que cette opération se déroule sans violence et qu'elle atteigne son but. Pour ce qui est de la **campagne électorale** actuelle, l'assemblée générale de la Fédération a demandé à ce que le protestantisme prennent position publiquement, non pas en faveur de tel ou tel candidat, mais pour rappeler aux politiques les principes et les valeurs auxquels nous sommes attachés. Il vaudra la peine de relayer très largement ces convictions, publiées cette semaine, auprès des Eglises sœurs de la Cevaa. La Cevaa est très consciente de cette faiblesse chez la plupart de ses Eglises membres et s'est donné comme un des axes de réflexion à l'occasion du 40^e anniversaire la question de la relation des Eglises avec le pouvoir politique. Nous organisons sur cette même question un séminaire de la région Europe de la Cevaa, du 24 au 26 mai 2012, intégrant une participation au colloque organisé par la FPF sur le thème 'Eglise et pouvoir'.

Pour pouvoir développer l'axe de la théologie citoyenne qui fait partie de nos objectifs stratégiques, nous avons besoin d'être plus audacieux dans l'expression publique de nos convictions et de partager pour cela avec nos Eglises partenaires dans les pays concernés par ces actions de plaidoyer.

3.3 Une contribution financière de la part des Eglises de France qui diminue fortement

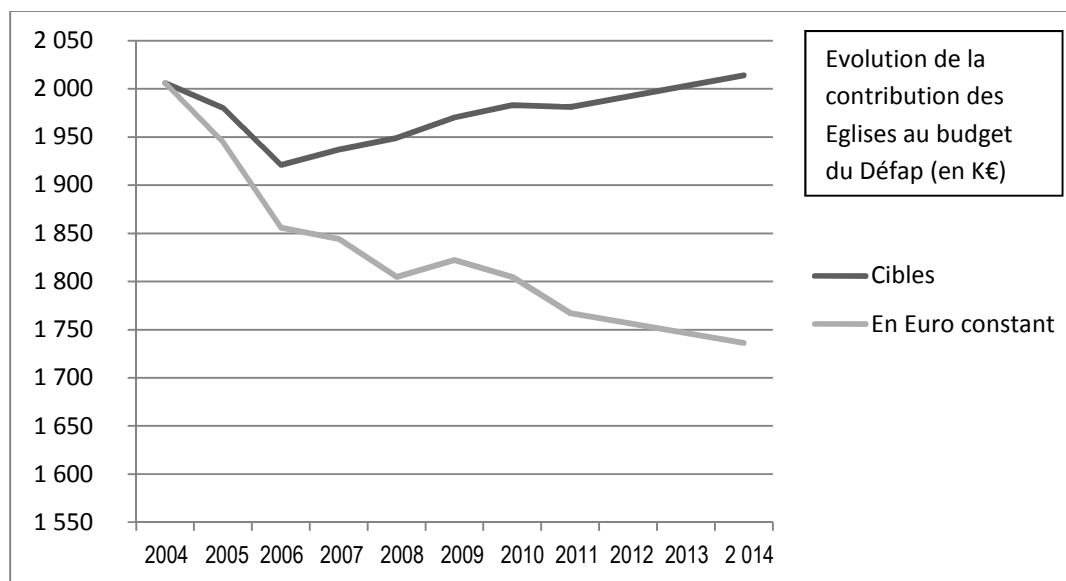
Pour le budget 2012, plusieurs Eglises ou régions ont annoncé des baisses de contribution pour un montant cumulé de 10 000 €. Cela montre que les régions les plus fragiles sur le plan financier commencent à s'essouffler. D'autres gros contributeurs comme la région parisienne ou la région Centre-Alpes-Rhône ont gelé leur contribution à un montant fixe, ce qui en période de reprise de l'inflation, équivaut à une **diminution**.

En 2005-2006 plusieurs régions avaient baissé sensiblement leur contribution. Le Conseil du Défap avait décidé à cette époque de ne pas réduire la contribution à la Cevaa qui est restée depuis cette date stabilisée à 903 000 €/an. Ces Eglises n'ont jamais relevé leur contribution au niveau où elles étaient en 2004. A peine ont elles consenti 1% d'augmentation annuelle pour compenser partiellement l'érosion monétaire. Nous ne retrouverons en valeur absolue le niveau de contribution versé en 2004 qu'en 2014, à condition qu'une petite progression de 1% par an se poursuive en 2013 et 2014, ce qui n'est pas acquis.

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Cibles en K€	2 006	1 980	1 921	1 937	1 949	1 970	1 983	1 981	1 992	2 003	2 014
En Euro constant	2 006	1 944	1 856	1 844	1 805	1 822	1 805	1 767	1 757	1 747	1 736
Baisse / 2004	-	62	150	162	201	184	201	239	249	1 448	total

Mais si nous tenons compte de l'inflation sur la même période (selon l'indice Insee), nous constatons que la baisse des contributions des Eglises au budget du Défap **en Euros constants** est beaucoup plus

sensible. Pour le budget 2012, il manque 250 000 € pour être au niveau de la contribution 2004. En cumulé sur la période 2004-2012, cela représente un « manque à gagner » cumulé pour le Défap de 1 448 000 €.



Dans la période 2006-2011, nous avons pu atténuer un peu l'effet de cette baisse des contributions des Eglises en engageant massivement les **réserves et fonds dédiés** dans le financement des activités du Défap. Le montant de ces reprises sur provision ou fonds dédiés a pu atteindre jusqu'à 100 000 € selon les années. Mais aujourd'hui ces fonds dédiés arrivent à épuisement et le Défap va donc devoir continuer à adapter sa politique à cette diminution sensible de ses ressources.

4 Comment surmonter ces faiblesses ? Quelles solutions pour y remédier ?

4.1 Création d'un nouveau site Internet par le Défap

Vous avez probablement lu dans le rapport d'activité que Valérie Thorin notre nouvelle responsable de communication s'est attelée à la conception d'un nouveau **site Internet** pour le Défap, qui rende compte de façon plus réactive de ses engagements et projets, mais aussi qui donne des informations plus régulières sur l'actualité des Eglises dans les pays du Sud et qui puisse constituer un relais en Europe de la voix des Eglises d'Afrique et du Pacifique. Allons-nous réussir là où d'autres ont échoué ? Rien n'est moins sûr. Mais puisque les communicants 'officiels' des Eglises semblent ne pas faire leur travail, nous allons plutôt essayer de constituer un **réseau d'informateurs indépendants** des Eglises, quitte à les rémunérer modestement pour les contributions qu'ils voudront bien nous envoyer. Il nous semble que ce travail doit être mené conjointement avec la Cevaa et peut-être mutualisé avec elle en ce qui concerne le financement.

4.2 Travail partenarial plus systématique

Dans le domaine du **plaidoyer**, nous ne voulons pas parler à la place des autres, mais en leur nom, ce qui est très différent. Nous voulons être lorsque cela est nécessaire des relais auprès de nos administrations ou gouvernements européens des revendications ou demandes formulées par nos frères et sœurs des Eglises du Sud. Cela nécessite de travailler dans des relations aussi étroites que possible et de développer des partenariats avec les Eglises elles-mêmes mais aussi les organismes œcuméniques qui les représentent. Pour la seconde année consécutive, Jean-Arnold de Clermont est

allé représenter le Défap à l'assemblée générale de la Ceta qui se tient à Nairobi. C'est l'occasion de saisir les questions et préoccupation des Eglises d'Afrique et voir comment nous pouvons leur faire écho en Europe.

Lorsque nous avons eu la conviction que nous devons nous mobiliser pour une sortie de crise à **Madagascar**, nous n'avons pas agi en francs-tireurs, mais nous nous sommes mis au service du Conseil Œcuménique, de la Ceta et de la Cevaa. La déclaration que nous nous apprêtons à publier a été préparée avec l'Eglise luthérienne et presbytérienne aux Etats-Unis et nous avons déjà pris contact avec l'Eglise catholique de France qui nous a fait part de son intérêt pour la démarche que nous envisageons. Lorsque nous avons voulu appuyer le processus de démocratisation de la vie politique au **Togo**, nous avons travaillé avec la Cevaa et plusieurs organismes missionnaires européens pour créer un projet d'accompagnement œcuménique pour le Togo qui dispose aujourd'hui d'un observateur à plein temps sur place.

Comme vous le constatez, nous travaillons de plus en plus sur ces partenariats car nous croyons qu'ils nous permettent de formuler une parole partagée et pertinente à propos des questions sur lesquelles nous voulons alerter l'opinion.

Mais lorsque nous cherchons à mettre en œuvre une **théologie citoyenne**, nous avons tout intérêt aussi à rechercher les collaborations les plus larges possibles. Pourquoi faire seuls et avec nos moyens limités, ce que nous pouvons faire ensemble avec plus d'impact ?

Pour intervenir en **Haïti**, nous avons pris conscience de l'importance de coordonner nos actions avec celles des autres ONG chrétiennes membres d'Act Alliance et nous envisageons aujourd'hui d'adhérer nous-mêmes à cette plate-forme.

Soutenir l'**enseignement protestant** ou développer des Universités protestantes dans certaines zones d'Afrique nous paraît aussi une manière de favoriser l'émergence d'une génération de citoyens responsables, qui pourront s'engager dans la destinée de leur pays. Là encore, nous ne pouvons le faire que grâce au partenariat que nous avons mis en place avec EED, notre homologue allemand avec lequel les collaborations se développent dans plusieurs domaines.

4.3 Réduction du personnel 'régulier' pour s'adapter à la diminution des ressources

En raison de cette diminution des ressources régulières du Défap, la politique que nous menons vise à réduire aussi le personnel pour tenter de maintenir la proportion d'engagement des cibles des Eglises sur les projets. Une assistante du service animation qui travaillait à mi-temps n'est pas remplacée après son départ à la retraite. Nous tentons avec Valérie Thorin l'expérience de la maintenir à mi-temps pour le moment sur le poste de responsable de la communication. Denis Brante qui a annoncé son départ fin 2012 ne sera pas non plus remplacé. Par contre, il paraît évident que l'équipe ainsi réduite d'un poste et demi à deux postes n'aura pas les moyens de gérer les gros projets que nous avons dans les cartons et sur lesquels nous comptons solliciter des subventions publiques. Nous nous efforcerons d'intégrer dans le budget même de ces projets, une ligne qui nous permettra de financer le recrutement d'un chargé de mission pour la période correspondante.

4.4 Recherche de nouveaux partenaires financiers

Le secrétariat du Défap s'est attelé au cours de l'année 2011 à rechercher des partenaires pour financer ses nouveaux projets. Le montant total de cette recherche de fonds s'élevait à fin 2011 à plus de **1,1 million d'Euros**. Je tiens ici à remercier les exécutifs du Défap qui ont investi beaucoup de temps et d'énergie dans cette tâche pas toujours facile. Je rends attentif les membres de l'assemblée générale que solliciter des financements extérieurs représente un énorme travail, non seulement pour monter les dossiers mais ensuite pour assurer le suivi de ces paiements et pour faire les rapports et les bilans

financiers demandés par les bailleurs. Malgré tout, je dois dire que nous sommes encouragés par les résultats : entre l'AG de 2011 et l'AG de 2012, nous avons obtenu des confirmations de partenariat pour un montant total de **890 000 €**, ce qui représente toute de même plus de 40 % de la contribution des Eglises au budget du Défap. Mais il faut dire que nous avons pu faire financer plusieurs de ces projets par un **legs important** reçu par la Fondation du protestantisme qui représente à lui seul la moitié de ce montant. Vous trouverez en annexe à ce rapport le détail de ces financements.

Encouragés par ces premiers résultats et forts de l'expérience acquise dans le montage de dossier de financement, nous avons encore plusieurs autres pistes à explorer. Nous travaillons sur un partenariat avec **EED**, un organisme protestant allemand qui bénéficie des crédits gouvernementaux pour la coopération. Ils seraient d'accord pour que nous présentions à l'Agence française de développement (AFD) des dossiers de financement, notamment en ce qui concerne l'enseignement secondaire et supérieur et qu'EED assure le financement des 40 ou 50 % qui ne seraient pas pris en charge par l'AFD. Deux dossiers sont en cours à l'étude actuellement.

Une autre piste que nous envisageons concerne les **diaconats locaux**. Des contacts tout à fait prometteurs sont pris avec la Fédération de l'entraide protestante qui nous confirme que les diaconats sont à la recherche de projets de solidarité internationale et que certains d'entre eux s'y aventurent de façon quelquefois maladroite. Nous avons donc convenu que nous fournirions dès cette année 2012 à la FEP un catalogue d'une quinzaine de projets « labellisés » par le Défap, sur lesquels nous serions capables d'assurer un accompagnement et une supervision. Ces projets se situeraient dans une fourchette de 1 000 à 5 000 €.

Enfin, nous avons fait l'expérience avec l'UEPAL ou avec l'ERF Région parisienne, que **certaines régions de nos Eglises** sont prêtes, en plus de leur contribution régulière au budget du Défap, à prendre en charge des projets particuliers que nous leur présentons. Cela représente un montant de 40 000 € par an pour l'UEPAL et nous avons obtenu un don exceptionnel de 80 000 € de la part de la région parisienne pour soutenir l'enseignement à Madagascar par l'envoi de volontaires. Cette piste doit continuer à être explorée.

Cette recherche de financements complémentaires est d'autant plus importante que, comme je l'ai indiqué nous avons plusieurs actions prévues en 2012 pour lesquelles **les financements restent à trouver** :

- L'envoi d'Anne-Sophie Verseils sur un programme de sensibilisation au respect de femmes en Haïti représentera un coût de 28 000 €.
- Nous nous sommes engagés à soutenir le lancement de l'Institut œcuménique de théologie du Maghreb pour 15 000 €.
- Il nous restera à trouver 28 500 € sur le programme EAPPI en Israël-Palestine

Par contre, nous avons aussi des actions qui n'apparaissent pas dans le budget 2012 mais pour lesquelles **le financement est déjà assuré** :

- L'envoi d'un ingénieur agronome dans le Sud marocain (15 000 €)
- L'envoi d'un pasteur-animateur à Tunis (22 000 €)
- Le soutien au projet Mosaïc (7300 €)
- Le soutien au processus œcuménique au Togo (3111 €)

Ces financements extérieurs expliquent pourquoi si l'on compare le TOP 10 des projets où le Défap engage le plus de fonds avec le Top 10 des projets financés par les contributions des Eglises, on observe des différences :

TOP 10 des projets en masse financière	
Cevaa	925 000
Djibouti	148 471
Forum	96 832
Boursiers	62 853
Madagascar Colu	61 756
Numérisation	61 727
Guyane	48 276
Cameroun Colu	37 900
Maroc	36 692
Divers	26 180
Total	1 505 687 €

TOP 10 des projets financés par cible Défap	
Cevaa	914 482
Guyane	42 773
Djibouti	37 671
Antilles	30 948
Boursiers	26 580
Divers	24 180
Cameroun	21 288
Madagascar	14 139
Nicaragua	10 300
Jeunesse	10 000
Total	1 132 361 €

Si je rends l'Assemblée générale attentive à cette évolution, c'est pour vous demander si vous encouragez le Conseil et les exécutifs du Défap à poursuivre dans ce sens, ou bien si au contraire, vous estimez que le Défap doit travailler uniquement avec les moyens que lui donnent les Eglises ? Il y a là un choix stratégique important sur lequel nous aurions besoin de l'accord des Eglises qui nous mandatent. Nous pourrions revenir plus en détail dans le débat, sur les conséquences d'une telle évolution. Elles ne sont pas toutes positives...

Conclusion

Comme vous pouvez le constater en entendant ce rapport, j'ai le sentiment que le Défap a gagné en flexibilité depuis quelques années. Les mutations et les évolutions ne nous apparaissent plus comme des catastrophes, mais comme des échéances normales si nous voulons accompagner les évolutions de nos Eglises et les évolutions du monde. Réduire le personnel, s'adapter à des ajustements budgétaires, imaginer et mettre en place de nouveaux partenariats, accueillir de nouvelles Eglises, de nouvelles associations portées, nous ouvrir à la sensibilité évangélique, offrir de nouveaux services au monde protestant, renforcer aussi les collaborations avec le monde catholique... voilà des perspectives sur lesquelles le Conseil et le personnel du Défap sont prêts à travailler pour cette nouvelle période triennale.

Je suis persuadé que le fait de savoir où nous allons, grâce au programme de travail qui a été adopté par les Eglises, nous rend beaucoup plus sereins sur les moyens d'y parvenir ensemble. Nous n'avons pas à défendre des acquis, mais à nous mettre en marche sur l'ordre du Seigneur, avec les forces qui nous sont données. Nous avons l'assurance de travailler pour lui et non pour nous. Vivre par la grâce, vous devez savoir en tant que protestants, combien c'est reposant pour l'esprit et libérateur pour l'énergie !

Recherche de financements complémentaires pour les projets accompagnés par le Défap

2011 Etat au 20-03-2012

N° de projet	Désignation du projet	Organisme contacté	En charge du dossier	Somme espérée	Réponse attendue	Somme obtenue	Commentaire
1	Congo B : dotation pour la caisse féminine de micro-crédit de Pointe-Noire	Paroisse de Passy	J-L Blanc	6 000 €	Ok	6 000 €	
1	Congo B : dotation pour la caisse féminine de micro-crédit de Pointe-Noire	Groupe Mission de la paroisse d'Alésia	J-L Blanc	1 500 €	Ok	1 500 €	
2	Congo B : forage d'un puits au foyer AEED	Aquassistance	J-L Blanc	Montant déterminé lors d'une mission technique en juillet	automne 11		Stagiaire au Défap pendant 5 mois pour mettre en forme le projet + partenariat avec Aquassistance
3	Congo B : formation de recyclage des SEI (projet Sida) + des aumôniers de l'EEC	UEEL	J-L Blanc	1 500 €	Ok	1 500 €	
4	Congo B : renforcement des capacités des femmes commerçantes vulnérables de Brazzaville (compta-gestion-droits) Fondation Niosi	PCPA Congo	J-L Blanc / E Marchand	12 500 €	OK	12 500 €	Stagiaire au Défap pendant 5 mois pour mettre en forme le projet + partenariat avec la Fondation Niosi
5	Congo Brazza : Action évangélique pour la paix	PCPA Congo	E. Marchand/JL Blanc	19 000 €	OK	19 000 €	
6	Congo Brazza : programme de formation d'animateurs jeunesse	PCPA Congo	J-L Blanc / E Marchand	19 000 €	OK	19 000 €	Stagiaire au Défap pendant 3 mois pour mettre en forme le projet + soutien ERF CAR
7	Congo Brazza : Education aux questions de genre	UEPAL	J-L Blanc/C. Bonnet	8 600 €	OK	8 600 €	Projet présenté à l'UEPAL pour le compte de la Cevaa
8	Congo Brazza : investissements sur l'orphelinat AEED à Brazza	Legs Darvary	J-L Blanc	4 000 €	OK	4 000 €	
9	Congo Brazza : formation professionnelle pour jeunes orphelins	Legs Darvary	J-L Blanc	5 500 €	OK	5 500 €	
10	Congo Brazza : dotation pour la caisse féminine de Pointe-Noire	Legs Darvary	J-L Blanc	5 000 €	OK	5 000 €	
11	Congo Brazza : programme de scolarisation pour jeunes sourds et muets	Legs Darvary	J-L Blanc	10 000 €	OK	10 000 €	
Sous total Congo Brazza				92 600 €		92 600 €	100%
11	Djibouti : chantier-école	EED	Ch. Bonnet/M. Schlick/Y. Gounelle	115 000 €	OK	115 000 €	Dont 10 000 € pour l'organisation d'un séminaire régional de capitalisation du projet.
11	Djibouti : chantier-école	Huit pour Mille	D. Brante	25 000 €	nov-11		
12	Djibouti : programme de sensibilisation à l'égalité des sexes	Union Européenne	Ch. Bonnet	70 000 €	oct-11	Refusé	Appel à propositions concernant les droits de l'homme
12	Djibouti : programme de sensibilisation à l'égalité des sexes	Legs Darvary	C. Bonnet - J-L Blanc	12 222 €	oct-11	En attente	
Sous total Djibouti				222 222 €		115 000 €	52%
13	Haïti : bourse pasteur Manassé	Fondation Eugène Bersier	J-L Blanc	6 000 €	OK	6 000 €	
13	Haïti : bourse pasteur Manassé	Uepal Legs Meladonian	C. Bonnet	4 000 €	OK pour 2000	2 000 €	
14	Haïti : bourses d'enseignement universitaire (1000 € par étudiant)	AFECAP	E. Marchand	5 000 €			
14	Haïti : bourses d'enseignement universitaire (1000 € par étudiant)	Paroisse du Bouclier (UEPAL)	E. Marchand	4 000 €	Ok	Refusé par l'Uepal	L'UEPAL a déduit cette somme de sa contribution 2010 au motif que la paroisse n'a pas honoré sa cible missionnaire.
15	Haïti : construction de blocs sanitaires pour l'orphelinat FEDIROJECO	Paroisse de Bordeaux (Francis Peyrard)	E. Marchand	4 000 €	Ok	4 000 €	
15	Haïti : construction de blocs sanitaires pour l'orphelinat FEDIROJECO	JMP	E. Marchand	15 000 €	Ok	15 000 €	
15	Haïti : construction de blocs sanitaires pour l'orphelinat FEDIROJECO	UEPAL	E. Marchand	10 000 €	Ok	10 000 €	
16	Haïti : construction de dortoirs pour l'orphelinat FEDIROJECO	SEL	E. Marchand	7 500 €	Ok	7 500 €	
16	Haïti : construction de dortoirs pour l'orphelinat FEDIROJECO	Fondation La Cause	E. Marchand	6000 €	Ok	6 000 €	
16	Haïti : construction de dortoirs pour l'orphelinat FEDIROJECO	UEPAL	E. Marchand	7500 €	Ok	7 500 €	
16	Haïti : construction de dortoirs pour l'orphelinat FEDIROJECO	Association Espérance	E. Marchand	1100 €	Ok	1 100 €	
17	Haïti : dossier 2 volontaires SC pour animation socio-éducative dans les orphelinats	France Volontaires	E. Marchand / MAN	32 500 €	OK	32 000 €	
18	Haïti : dossier VSC pour appui au département projets de la FPH	Agence du volontariat	E. Marchand	16 250 €	OK	16 250 €	
19	Haïti : plan d'autosuffisance alimentaire pour les orphelinats	Union Européenne	E. Marchand	Plusieurs centaines de milliers d'€			
20	Haïti : programme coopératives scolaires	Legs Darvary	E. Marchand	15 000 €	automne 2011		Envoi de 3 mois d'une stagiaire à Gonaïves pour formaliser le projet
20	Haïti : programme coopératives scolaires	Uepal	E. Marchand / C. Bonnet	18 680 €	OK	15 000 €	
21	Haïti : reconstruction de l'école Bellevue Salem de Port-au-Prince	Collecte soirée Haïti 21nov2010 avec AECE (Etoile)	E. Marchand	6 400 €	Ok	6 400 €	
22	Haïti : formation professionnelle pour les orphelins	Uepal	E. Marchand	15 000 €	Ok	15 000 €	
Sous total Haïti				159 330 €		143 750 €	90%
23	Maroc : soutien au programme migrants	Brot für die Welt (avec l'appui de l'EKIR)	J-L Blanc	49 000 €	Ok	49 000 €	Permettra d'aligner le VSI sur les conditions offertes aux autres pasteurs de l'EEAM et de le loger. Versé directement à l'EAM.
23	Maroc : soutien au programme migrants	UEPAL	J-L Blanc	12 000 €	Ok	12 000 €	

24	Maroc : programme de création d'entreprise au Congo	Legs Darvary	J-L Blanc	20 000 €	Ok	20 000 €	
Sous total Maroc				81 000 €		81 000 €	100%
25	Nicaragua : Bourse Darnel	Fondation Bersier	J-L Blanc	Logement gratuit	Ok		
26	Réunion : projet immobilier	UNACERF	Ch. Bonnet	80 000 €	Ok	80 000 €	Opération menée pour le compte de la Fondation Défap-MSI
26	Réunion : projet immobilier	FAP - Genève	Ch. Bonnet	30 000 €	Ok	30 000 €	Opération menée pour le compte de la Fondation Défap-MSI
26	Réunion : projet immobilier	UEPAL	Ch. Bonnet	10 000 €	nov-11	Refusé	Décision de la Commission des projets
26	Réunion : projet immobilier	Fondation Défap MSI	Ch. Bonnet	30 000 €	Ok	30 000 €	
Sous total La Réunion				150 000 €		140 000 €	93%
27	Sénégal : construction d'une école à Saint Louis	Legs Darvary	J. L. Blanc /C. Bonnet	100 000 €	OK	100 000 €	Vérifier avant le lancement du projet la situation de l'Eglise du Sénégal
28	Sénégal : construction d'un séminaire à Mbellacadio	Legs Darvary	J. L. Blanc /C. Bonnet	60 000 €	OK	60 000 €	Les frans de fonctionnement sont assurés par la mission luthérienne finlandaise
Sous total Sénégal				160 000 €		160 000 €	100%
29	Programme de bourses du Défap	Legs Darvary	J-L Blanc	60 000 €	OK	60 000 €	1 bourse de 12 000 € pendant 5 ans
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	Meromedia	C-L Lombard	4 000 €	OK	4 000 €	
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	Mairie de Paris	C-L Lombard	15 000 €			
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	DRAC_Ile de France	C-L Lombard	15 000 €			
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	FAP - Genève	C-L Lombard	20 000 €	OK	20 000 €	
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	CWM	C-L Lombard	10 000 €			Demande à faire
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	Cevaa	C-L Lombard	10 000 €			Demande à faire
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	BnF	C-L Lombard	15 000 €	OK	10 000 €	
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	Gustav Adolf Werk	C-L Lombard	25 000 €	OK	14 000 €	sera versé en 2013
30	Bibliothèque du Défap : rétroconversion des fichiers	Latourette initiative / Yale divinity School	C-L Lombard	40 000 €			
31	Recherche sur Fonds Brutsch	FAP - Genève	JL Blanc/CL Lombard	9 000 €			
32	Défap : Forum 2012	Fondation de soutien aux institutions protestantes	Ch. Bonnet	50 000 €	OK	50 000 €	Avis favorable du Bureau du CN de l'ERF
Sous total projets en France				273 000 €		158 000 €	58%

Total demandé 1 138 152 € Total obtenu 890 350 € Soit 77% du montant recherché